

COLLOQUE SYNOFDES-UROF

L'ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISÉ SERA UN ÉLÉMENT-CLÉ DE LA RÉFORME DE LA FORMATION

Conseil et accompagnement, dans le cadre d'un processus global allant de l'identification des besoins à la sortie de formation. Ces enjeux de la réforme étaient à l'ordre du jour du colloque organisé par le Syndicat national des organismes de formation de l'économie sociale (Synofdes) et la Fédération nationale des Unions régionales des organismes de formation (Urof), le 28 novembre 2017.

Estelle Durant et Nicolas Deguerry



L'IMAGE

Michel Clézio, président du Synofdes, le Syndicat national des organismes de formation de l'économie sociale depuis septembre 2017, ici lors du colloque organisé le 28 novembre avec la Fédération nationale des Unions régionales des organismes de formation (Urof).

Renforcer l'accompagnement en amont de la formation professionnelle : ce sujet fait partie des nombreuses propositions du livre blanc édité par le Syndicat national des organismes de formation de l'économie sociale (Synofdes) et par la Fédération nationale des Unions régionales des organismes de formation (Urof). Un thème au cœur du colloque organisé par les deux organisations le 28 novembre dernier.

Comme l'a rappelé Stéphane Lardy, directeur adjoint du cabinet de la ministre du Travail, en ouverture du colloque, l'accompagnement des actifs est "un enjeu majeur de la réforme". Observant : "Nous avons un bel outil, le conseil en évolution professionnelle, mais il est mal connu et peu utilisé par les actifs." Dans le cadre de la réforme qui fait l'objet actuellement d'une négociation interprofessionnelle, il conviendra, a-t-il précisé, de "passer d'une logique de



Jeanine Chapot, nommée présidente de la Fédération nationale des Urof le 29 novembre 2017. Elle succède à Michel Clézio, qui vient de prendre la présidence du Synofdes.



1. www.strategie.gouv.fr/publications/fonds-spinelli-un-pacte-europeen-competences

prescription à une logique d'accompagnement". Pour Philippe Couteux, secrétaire confédéral de la CFDT en charge de l'emploi et de la sécurisation des parcours, l'accompagnement constitue "la clé de voûte" du système de demain.

Quels opérateurs demain ?

Michel Beaugas, secrétaire confédéral FO en charge de l'emploi, de l'assurance chômage et de la formation professionnelle, considère, lui aussi, que "sans accompagnement, il n'y pas de liberté". À ses yeux, les Fondecif-Opacif sont aujourd'hui "un des acteurs les plus performants en matière d'accompagnement". Dans tous les cas, la mise en place d'un système d'accompagnement personnalisé nécessitera de "trouver des conditions de financement".

Pour Catherine Beauvois, secrétaire générale du Cnefop (Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles), le conseil en évolution professionnelle doit occuper, selon les arbitrages de 2014, un positionnement particulier et rester d'accès universel. Ne plus avoir accès au CEP parce que le CPF serait épuisé ne serait pas concevable, selon elle.

Quels défis pour les organismes de formation ?

Directrice de Léo Lagrange Formation et élue présidente de la Fédération nationale des Urof le 29 novembre, Jeanine Chapot est revenue sur les principaux défis qui se posent aux organismes de formation. Invitant à continuer de "se professionnaliser" et de "faire évoluer le métier de formateur", notamment par un travail sur la "posture", elle a aussi évoqué la nécessité d'"accentuer la culture du résultat", à savoir l'évaluation qualitative des actions de formation certifiante et qualifiante.

Pour Michel Yahiel, commissaire général de France Stratégie, la question est aussi de savoir pourquoi

le secteur de la formation a, pense-t-il, mauvaise réputation. Admettant une responsabilité collective, évoquant un système qui n'est plus synonyme d'excellence et de promotion, il n'en appelle pas moins les premiers concernés à s'interroger sur leurs pratiques. "Qualité", "évaluation", "projection dans l'avenir" ou encore "réactivité", les sujets ne manquent pas.

Inéluctables mobilités

Michel Yahiel mise sur la réforme en cours et le plan d'investissement compétences (Pic), occasion de mixer deux grandes orientations en matière de formation et de compétences. La première renvoie au renforcement du "portefeuille de compétences" nécessaires à tout actif dans son emploi ; la seconde passe par les compétences transversales, indispensables aux "inéluctables mobilités" de tous ordres auxquelles sera confronté tout actif.

Et pour faire face à ces deux objectifs, Michel Yahiel appelle "les politiques de formation et de compétences à sortir de leur splendide isolement". Évoquant la nécessité de penser "en continuum", il donne en exemple le fonds Spinelli, mécanisme de financement européen récemment proposé par France Stratégie et qui vise à créer un système de



"La formation doit sortir de son splendide isolement"

Michel Yahiel
commissaire général de France Stratégie

prêt aux individus souhaitant se former, attribué sans intermédiaire et remboursable sous condition qu'un nouvel emploi et rémunération viennent récompenser les efforts consentis par le formé.

Revenant sur le rôle des Régions, Séverine Mignon, directrice de la formation professionnelle Île-de-France, a pour sa part rappelé les enjeux qui se posent aux collectivités : la territorialisation de l'offre de formation, jusqu'au bassin d'emploi, et la qualité des formations dans le cadre d'un processus global allant de l'identification des besoins à la sortie de formation. Il s'agit de prendre en compte dans toutes ses dimensions "l'individu acteur de son parcours", de l'orientation à la valorisation de ses compétences. ●